

## Préface

# Voir et transformer le monde à partir des territoires

Alberto ACOSTA

Vis simplement, pour que les autres puissent  
simplement vivre.

Gandhi

Chaque jour s'estompent un peu plus les illusions qu'avait suscité, avec une force inattendue, le discours d'investiture du président des États-Unis, Harry Truman, prononcé le jeudi 20 janvier 1949<sup>1</sup>. Dans le quatrième point de son allocution, Truman proposa un objectif pour le monde, celui du « développement », largement résumé par l'*american way of life*, lui-même fortement imprégné des valeurs issues des Lumières européennes. Ce fut une sorte d'appel officiel – d'une portée mondiale – à dépasser la situation perçue comme son envers, à savoir celle du « sous-développement » présent dans plusieurs régions de la planète. L'horizon mobilisateur était le « développement » atteint par les pays industrialisés. Ainsi se déclencha – avec une intention à portée impériale manifeste – l'une des croisades les plus vastes et les plus soutenues de l'histoire de l'humanité : la poursuite de ce « développement », pensé surtout depuis des positions stato-centrées, où le marché est présenté comme la grande institution organisatrice de l'économie et de la société elle-même, avec en toile de fond les promesses de la Modernité, dont celle du « progrès » qui en constitue la finalité ultime. Bien que des remises en question soient apparues presque dès le début de cette croisade et qu'elles se soient intensifiées ces dernières années, la quête du « développement » demeure incessante, voire acharnée. Elle oscille entre des versions économicistes, qui assimilent le « développement » à la croissance économique, et des conceptions plus nuancées du projet, telles que le « développement à échelle humaine » ou le « développement durable », pour n'en citer que deux.

Cependant, à mesure qu'un désenchantement tous azimuts se répand dans le monde, germent, avec une force croissante, des débats et des propositions qui configurent une avalanche de critiques et d'alternatives ouvrant la voie à d'autres horizons. Dans cet ouvrage, trois chercheurs, issus de trois continents

---

1. Ce texte a été rédigé en espagnol par Alberto Acosta et traduit par les directeurs de cet ouvrage.

et de trois branches des sciences sociales – économie, sociologie et géographie –, se proposent d'élargir le débat à partir de la quête territoriale et de son indéniable pouvoir subversif. Ils rassemblent des contributions d'auteurs et d'autrices issues de disciplines diverses qui proposent de nouveaux cadres conceptuels et théoriques, réexaminent la question territoriale à partir de l'étude de cas spécifiques ou avancent des orientations stratégiques fondées sur une redéfinition épistémologique et ontologique. Ces contributions, selon les directeurs de cet ouvrage stimulant, partagent un objectif : progresser vers des relations renouvelées entre les collectivités humaines, et entre celles-ci et la Nature, centrées sur la justice sociale et écologique.

Bref, l'ouvrage que vous vous apprêtez à lire a ceci de particulier qu'il propose de « repenser » le développement des différents territoires à partir, notons-le, des territoires eux-mêmes. Leurs approches présentent différents cadres et politiques fondés sur des valeurs essentielles qui concernent autant les sociétés humaines que la planète. Dans cet exercice, il ne s'agit pas de simplement revenir sur l'approche du développement local. Le territoire y est plutôt réhabilité comme un espace vivant, pluriel, dégagé des théories abstraites. Les faux slogans répétés dans les discours officiels, lesquels questionnent le développement comme tel, mais pas avec la force que la situation commanderait, y sont remis en question.

Rappelons que le concept de développement – à l'image d'un enfant sans père reconnu – s'est vu affubler de patronymes destinés à atténuer ce qui, au fil de son évolution, est apparu comme inconfortable : ainsi en sommes-nous arrivés à parler de développement économique, social, local, global, rural, durable ou soutenable, d'écodéveloppement, d'ethno-développement, de développement à échelle humaine, endogène, avec équité de genre, de codéveloppement, de développement transformateur, territorial... mais toujours de « développement ». Concrètement, le « développement » – devenu croyance et rarement remise en cause – a été simplement redéfini par l'ajout d'adjectifs. Les discours, les récits et les promesses se sont ajustés au fil des échecs successifs. Les critiques se sont concentrées sur les chemins à suivre pour l'atteindre, sans remettre en question l'objectif comme tel, c'est-à-dire le « développement ».

L'Amérique latine a joué un rôle important dans l'élaboration de ces révisions, en principe contestataires, de la notion conventionnelle de « développement », comme celles proposées par le structuralisme ou les différentes approches de la dépendance, ainsi qu'à travers des positions plus récentes comme celle du néostructuralisme, mais toujours en conservant la quête du « développement ». Le contexte de la géopolitique mondiale a aussi été important dans ces remises en question. Ce contexte, marqué par des incertitudes croissantes, où des négationnismes grossiers coexistent avec un effondrement socioécologique incontestable, aggrave l'effet du « développement » en provoquant de nouvelles et intenses destructions.

Ces questionnements n'ont pas donné lieu à des stratégies alternatives claires, visibles et surtout efficaces, malgré toutes les décennies où celles-ci ont pu être articulées. Comme le soulignent le géographe, le sociologue et l'économiste – un trio doté d'une capacité de revoir la vision du développement, y compris celle

permettant de dépasser les zones d'ombre de leurs disciplines respectives – ce que nous avons eu, ce sont plutôt des hésitations contradictoires et des avancées limitées, entrecoupées de reculs, comme le montrent les réglementations internationales difficiles et ambiguës concernant la décarbonation de la planète et l'approvisionnement énergétique, pour ne citer que ces exemples. La souvent très vantée transition énergétique – menée par les grandes entreprises, faut-il le préciser – ouvre d'ailleurs la porte à de nouveaux colonialismes habillés de vert.

Concernant ces éléments, les pages de ce livre débattent de la notion de développement, en soulignant clairement que la solution à la crise climatique ne sera pas atteinte en misant sur les avancées technologiques. Ici, soyons clairs : ce qui est nécessaire, ce sont des solutions essentiellement politiques, qui proposent des réponses concrètes « ici et maintenant », sans pour autant perdre de vue une perspective d'avenir. Ces pas exigent de connaître et de reconnaître la complexité du monde dans lequel nous vivons. D'accepter, comme l'a opportunément reconnu Rosa Luxemburg en 1913, que le capitalisme vit des formations non capitalistes, mais plus exactement de leur ruine ; et que s'il a absolument besoin d'un milieu non capitaliste pour accumuler, c'est parce qu'il a besoin d'un sol nourricier dont il se sert comme terrain d'accumulation en le dévorant.

Il est important de garder à l'esprit que le bien-être des pays qui se disent « développés » s'explique par la logique d'une « société de l'externalisation ». Autrement dit, le niveau de bien-être d'une minorité d'habitants de la planète se construit sur la base de la pauvreté de la grande majorité, et de la destruction de la Terre. « Tout avoir et en vouloir encore davantage, préserver son propre bien-être au détriment de celui des autres, telle est la maxime des sociétés développées, même si cela est caché dans le discours public », dénonce le sociologue allemand Stephan Lessenich (2019, traduction libre). À partir de ces constats, il est intéressant de souligner les apports conceptuels de l'analyse territoriale dans laquelle s'inscrit cet ouvrage. Cette analyse dégage trois exigences. Premièrement, il s'agit de répondre à la nécessité de reterritorialiser les territoires, en intégrant toutes les dynamiques économiques, sociales et politiques qui y contribuent. Deuxièmement, il est essentiel de révéler et de mettre en œuvre l'usage de ressources durables, en comprenant le territoire en tant qu'espace culturellement vivant, doté d'acteurs concrets, comme un atout transformateur. Troisièmement, il s'agit de prendre en compte les valeurs non marchandes autour d'une éthique du *care* de la vie, humaine et non humaine. Ces apports font converger les approches économique, sociale et géographique, ce qui constitue une caractéristique marquante de cet ouvrage.

Par son ancrage conceptuel, ce livre nous invite à revoir aussi bien les méthodes d'analyse que les cadres cognitifs qui les soutiennent. Cela implique la critique du concept même de « développement », transformé en une chimère impossible à atteindre et qui, malgré cela, régit et normalise les aspirations d'une grande partie de l'humanité. Dans cet effort pour « se développer », on a largement sacrifié la possibilité d'emprunter des chemins propres, différents de ceux de la Modernité, du capitalisme et du « progrès » que la majeure partie de l'humanité a adoptés

presque comme une religion. Cette critique du « développement » cherche, en essence, à éviter de tomber dans les pièges du « progrès », comme cela arrive même aux pays dits « développés ».

Il existe des signes indéniables que le « progrès » de ces pays masque de graves contradictions, des conflits et des difficultés évidentes. Dans ces sociétés, les écarts entre riches et pauvres se creusent, l'insatisfaction augmente (même parmi les secteurs bénéficiant d'une plus grande accumulation matérielle), la violence s'exprime dans de multiples formes (allant de la ségrégation raciale au néofascisme), l'incapacité à répondre aux problèmes de l'emploi avec les méthodes instituées persiste, tandis qu'en parallèle, la destruction de la nature se poursuit sans relâche. Même les pays considérés nouvellement comme « émergents » suivent la même trajectoire. Prenons le cas de la Chine. En exerçant « son droit au développement », elle a certes réduit de manière significative la pauvreté, mais elle a ouvert la porte à une augmentation inédite des inégalités sociales, tout en ravageant la nature et les ressources naturelles de la planète. Ce pays, devenu un géant, est désormais le principal émetteur de gaz à effet de serre.

Dans ce contexte, l'humanité observe et subit toujours les appétits impérialistes des nations « développées ». En fin de compte, les « développés » tout comme les « sous-développés » se retrouvent sous « les ailes prédatrices du progrès », selon les mots du célèbre philosophe Walter Benjamin... un progrès qui exige l'accumulation permanente de biens matériels et qui requiert, pour être atteint, des sacrifices humains et environnementaux brutaux... ce qui s'avère impossible. De tout cela découle, comme première grande synthèse, que les pays qui se considèrent comme « développés » montrent eux aussi de plus en plus de signes de mal développement, comme l'a analysé de manière claire et percutante José María Tortosa. Et cela dans un monde où, par ailleurs, les écarts entre riches et pauvres ne cessent de s'intensifier, en même temps que les problèmes environnementaux et que les conflits sociaux explosent de manière toujours plus préoccupante.

Ce mal développement n'affecte évidemment pas tout le monde de la même manière. Il est bien plus visible dans la périphérie que dans les métropoles capitalistes. Dans cette situation complexe, les pays appauvris continuent de dépendre des logiques d'accumulation du capital transnational, dans lesquelles les extractivismes – toujours plus violents et voraces – jouent un rôle prépondérant. Ainsi, l'enjeu de la dépendance demeure plus actuel que jamais. Malgré les énormes problèmes et désillusions causés par la quête du « développement », on peut constater l'existence de conceptions et de réponses alternatives dans diverses régions du monde, y compris dans des sociétés ayant atteint des niveaux de vie élevés. Ce qui est remarquable et profond dans ces propositions alternatives, c'est que beaucoup proviennent de groupes traditionnellement marginalisés et constamment exploités. On peut notamment citer les peuples autochtones et les communautés afro-américaines qui, dans des conditions adverses, s'efforcent de préserver leurs valeurs, leurs expériences et leurs pratiques considérées comme ancestrales.

Dans ce contexte, au cours des dernières décennies, ont émergé en Amérique latine de profondes propositions de changement qui se dessinent comme des

voies possibles vers une transformation civilisationnelle. Ces luttes de résistance et de construction d'alternatives sont la base de ce que l'on désigne comme le *Buen Vivir* en Équateur, ou le *Vivir Bien* en Bolivie, avec leurs références originaires correspondantes dans diverses langues autochtones. Pour éviter de tomber dans le piège d'un concept unique et absolu, comme nous l'avons historiquement souvent fait, il est préférable de parler de « biens vivres » ou de « bonnes co-vies ». Autrement dit, préférons parler de bonnes covies des êtres humains en communauté et dans leurs territoires respectifs, de bonnes covies entre communautés/peuples/nations, et de bonnes covies entre individus, communautés et nature. Cette approche plurielle nous semble fondamentale, au-delà de la simple formalité. Elle valorise le *nous*. Elle récupère et renforce le communautaire. Elle ouvre des portes à l'autonomie et à l'autogouvernement des communautés. Elle oblige à garder les pieds sur terre dans les territoires. Voilà ce que sous-tendent ces propositions. Et avec ce prisme de pluralités multiples, nous pouvons renforcer notre action.

Dans les pays andins-amazoniens, ces propositions révolutionnaires ont pris de la force dans les débats sociétaux et se sont inscrites dans leurs constitutions, sans que, malheureusement, elles se concrétisent en politiques effectives. Ce qui nous importe de souligner, c'est que ces luttes de résistance et de re-existence sont présentes partout dans le monde. En plus de l'immense diversité de communautés autochtones de Notre Amérique, on peut mentionner à titre d'exemple les *quilombos*, ces centres de résistance afro-brésiliens créés par les esclaves fuyant le travail forcé ou par les communautés noires elles-mêmes après l'abolition de l'esclavage, et qui subsistent aujourd'hui comme des espaces de vie, chargés de mémoire et d'expressions de résistance.

Récupérer les territoires et les visions alternatives, depuis les territoires eux-mêmes, en renforçant et multipliant les réponses concrètes, est le défi du moment. Nous avons besoin d'autres économies pour une autre civilisation, centrée sur la vie et non sur l'accumulation du capital. C'est pourquoi il est salué que les pages de ce livre ouvrent la porte à des discussions sur la décroissance et le dépassement des extractivismes. Il est tout aussi encourageant de soutenir les initiatives qui visent à nourrir les sociétés par le commun, le collectif, le communautaire, sans minimiser l'individu, qui ne se réalise qu'au sein d'espaces partagés.

D'ailleurs, pour compléter la trilogie des approches disciplinaires de ces trois auteurs engagés dans cet effort puissant pour rompre avec les visions traditionnelles, il est recommandé de concevoir la géographie – comme le disait Carlos Walter Porto-Gonçalves – comme un verbe. Cela implique de *géographier* depuis le bas, depuis les résistances/re-existences, depuis les espaces porteurs d'alternatives et de propositions imprégnées de territoire. Conjuguer les géographies ne signifie pas faire des cartes pour les rois, pour l'État, pour les extractivismes, pour le pouvoir. Il s'agit plutôt de répertorier et décliner les géographies vivantes et émancipatrices, étroitement liées aux droits humains et aux droits de la Nature, inspirées par les principes qui motivent les auteurs de ces pages : justice sociale

et justice écologique, qui ne peuvent jamais avancer séparément et qui exigent, en outre, une radicalisation permanente des démocraties.

L'objectif, en reprenant la proposition des directeurs de cet ouvrage, doit être de prendre en compte à la fois les dimensions humaines et naturelles des territoires, afin de favoriser la cohésion sociale, ce qui n'exclut en rien la conflictivité – bien au contraire. Ils sont catégoriques et très lucides en affirmant que la conflictivité peut produire de la cohésion sociale, à condition que le leadership et la prise de décision dans les territoires s'appuient sur la recherche de compromis et de consensus à travers des processus démocratiques et démocratisants où toutes les parties prenantes sont écoutées, reconnues et respectées. La cohésion des territoires émerge comme un objectif construit socialement au moyen d'actions qui favorisent la diversité des acteurs, des perceptions et des perspectives, loin des logiques imposées et copiées d'autres réalités. Cet effort éditorial, digne d'être connu et reproduit, qui invite au débat, contribue à enrichir la boîte à outils pour la recherche et pour l'action dans les territoires. Cela implique, comme le soulignent les directeurs de cet ouvrage, l'interrelation entre chercheurs et acteurs, le croisement des savoirs, la coconstruction de connaissances et le développement de capacités collectives permettant de passer du diagnostic – y compris le diagnostic critique – à l'expérimentation et à l'action, à l'évaluation et aux corrections nécessaires, avec la profonde conviction que le sentiment et la pensée doivent toujours avancer ensemble.

En somme, ce travail multiple nous invite, depuis divers territoires et communautés, depuis une grande diversité de sujets sociaux, depuis différentes régions du monde, à continuer de construire et de diffuser des alternatives pluriverselles, libérées de toute forme d'orthodoxie et de dogmatisme, en récupérant et en renforçant toutes les utopies réalisées et en construisant en même temps tous les horizons utopiques souhaitables.